

Crise agricole : quand le gouvernement répondra-t-il à l'ensemble des paysannes et paysans ?



Crise agricole : quand le gouvernement répondra-t-il à l'ensemble des paysannes et paysans ?

Communiqué de la Confédération paysanne :

Le temps d'échanges avec les organisations agricoles convoqué par le Président de la République s'inscrit dans la continuité des réponses gouvernementales aux manifestations paysannes : ne sont concernés ni les fermes qui continuent à disparaître suite à des difficultés économiques, ni les oubliés de la PAC, ni les maraîchers sans accès à l'eau, ni les paysannes des DROM, ni les nombreuses femmes perdantes de la réforme des retraites agricoles dite des « 25 meilleures années », ni même les jeunes en manque de foncier pour s'installer.

Le Président de la République a conditionné la tenue d'un grand discours de perspectives pour l'agriculture cet automne à la fin des mobilisations de terrain.

Sans quoi, il ne prononcerait ce discours qu'après les élections professionnelles.

Mais nous n'avons pas besoin de grands discours : nous avons besoin d'actes concrets pour structurer un avenir pour l'agriculture et les paysannes.

La Confédération paysanne a donc rappelé la triple urgence vécue par le monde agricole et ses propositions pour y faire face :

- Des revenus protégés par la rupture avec les accords de libre-échange qui mettent en concurrence les paysannes et paysans, mais surtout par une nouvelle loi imposant des prix planchers dans toutes les filières avant la fin de l'année ;
- Un véritable accompagnement à la transition agroécologique actuelle et future des fermes face aux défis climatiques et environnementaux : réorientation et meilleure répartition de la PAC, partage de l'accès à l'eau, pesticides...
- Une vraie politique pour le renouvellement des générations en agriculture, grâce à une loi d'orientation agricole ambitieuse pour l'accès au foncier et l'installation.

Nous ressortons donc de ce rendez-vous inquiets pour toutes celles et tous ceux qui restent exclus de la réponse du gouvernement aux difficultés structurelles de l'agriculture. Pour la Confédération paysanne, la négociation n'est donc pas terminée.

Nous resterons mobilisés, tant qu'aucune garantie sur la protection du revenu, l'accompagnement à la transition écologique et le renouvellement des générations n'aura été apporté